

## CORRIGÉ

Par Alain Nonjon, professeur de chaire supérieure.

L'Afrique est le continent de la conflictualité : depuis 1991, l'Afrique a concentré 40 % des conflits mondiaux contre 30 % de la fin des années 1960 à 1989. Le nombre de victimes dépasse celui de toutes les autres guerres réunies. En témoignent les bilans des guerres (RDC plus de 4 millions de morts en 40 ans de conflits, Rwanda en juillet 1994 plus de 800 000 morts) et surtout leurs cortèges de réfugiés (l'Afrique est le continent qui compte le plus de réfugiés et le camp de Dadaab, qui porte la marque de cette histoire troublée avec ses 500 000 réfugiés surtout des Somaliens). L'Afrique même engagée sur la voie d'une renaissance après l'impasse du sous-développement depuis les années 90 en est encore à se poser la question de son essor : est-elle encore mal partie (1960 : PIB par tête de l'Afrique subsaharienne était égal à 5 % de celui des États-Unis... il était de 3 % en 2015) ou si elle est repartie, est-elle bien partie ? Les hésitations viennent de la masse des PMA figés dans leur retard, de l'isolement et de la vulnérabilité de quelques *success stories* souvent liées à des matières premières plus qu'à une véritable stratégie. Tous les échecs posent directement la question du lien entre guerre et développement. L'émergence n'est-elle pas condamnée à n'être qu'une utopie devant la réalité au quotidien de la guerre ? L'Afrique a-t-elle les moyens par elle-même de créer le cadre d'une paix qui serait la matrice d'un nouveau développement ?

### I/ Dès les indépendances, le développement de l'Afrique est borné par des guerres spoliatrices

#### A. Les guerres d'indépendance, véhicules de modèles de développement plaqués

Certes ces guerres expriment des rejets d'une emprise coloniale mais elles vont peser sur la nature du développement.

- Économie de traite et mono-exportation rendant vulnérable aux cours erratiques des matières premières minérales et agricoles (Ouganda ou Rwanda dont les génocides sont concomitants d'une crise du café et de l'étain).
- Un clientélisme qui va être un principe de gouvernement, une corruption pas éradiquée (Sassou Nguesso au Congo), le népotisme qui prépare l'avènement de la fille de E. Santos déjà milliardaire ou la femme de Mugabe.
- Une Kleptocratie installée souvent au travers de dirigeants choisis comme gage de stabilité plus que de probité : les pays arabes avant les printemps en ont été les meilleurs exemples comme les plus anciens dirigeants africains (Sur le continent, sept chefs d'État sont au pouvoir depuis plus de 30 ans dont le président Teodoro Obiang Nguema de la Guinée Équatoriale ou Edouardo Santos en poste depuis 1979 et à 92 ans Robert Mugabe est au Zimbabwe au pouvoir depuis l'indépendance en 1980. (Frontières de papier plaquées car confirmées.)
- Un bilatéralisme qui a du mal à être remplacé par un multilatéralisme fécond : cas d'école la Françafrique ou la dépendance dans l'interdépendance de pays comme la Côte d'Ivoire.

– L'exode des cerveaux : formation dans les métropoles avec peu de retour ou si retour des schémas pas adaptés aux besoins locaux : drainage des médecins nigériens en Grande Bretagne.

Le post colonialisme est au total plus vecteur de recettes artificiellement plaquées que d'un véritable développement.

### **B. La guerre froide et ses prolongements : un développement pris en otage**

– La Rente minière a expliqué le jeu des grandes puissances sur le continent africain.

– Les affrontements entre maquis s'inscrivent souvent dans le cadre de conflits secondaires dits de substitution où des acteurs locaux agissent pour le compte des États-Unis ou de l'URSS. Entre 1960 et 1965, l'URSS espérait le basculement de l'ex-Congo belge dans le camp socialiste et la « congolisation » de toute l'Afrique centrale par la multiplication des foyers de guérillas. À partir de 1975, Moscou et Washington se sont affrontés en Angola sur la ligne de front des États hostiles à la RSA (Apartheid), l'URSS sous-traite l'intervention en Angola à ses auxiliaires cubains (50 000 hommes) alors que les États-Unis soutenaient l'UNITA. En 1977-1978 Brejnev l'Africain, à la faveur de la guerre de l'Ogaden a renversé ses alliances dans la Corne de l'Afrique ; les conseillers cubains et soviétiques ont quitté Mogadiscio pour Addis-Abeba. Parfois l'Afrique a été victime par mouvements de libération nationale interposés des affrontements idéologiques entre Moscou et Pékin comme au Mozambique.

– Des conflits internationalisés et longs se nourrissent de la guerre froide et de ses effets de traîne comme en Angola ou en Érythrée. Les seuls conflits en Angola de 1961 à 2002 ont fait un demi million de morts, 500 000 exilés, 4 millions de déplacés pour une population de 12 millions d'habitants dont les 2/3 de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté, liens qui sont plus qu'une corrélation, des liens de causalité directe. L'Angola qui émerge en 2017, accueille des multimillionnaires en dollars et anime une immigration en provenance du Portugal mais reste 149<sup>e</sup> au niveau de l'IDH.

– Des jeux de chaise musicale perturbent le développement (cf. Égypte de l'allié russe à l'allié américain ou la Somalie de l'allié américain à la proximité russe).

– Le loyer géopolitique d'hier demeure souvent sous forme de réseaux et de prébendes avec des évolutions qui propulsent la Chine désormais comme partenaire de choix, (conférence de Pékin réunissant en Novembre 2006, 48 chefs d'État africains) dans un théorique *win win* où la Chine ménage ses intérêts : accaparement de terres, boom des échanges avec des pays pétroliers (plus de 75 % d'importations chinoises d'Afrique sont des ressources naturelles).

### **C. Les guerres larvées et latentes héritées : un développement siphonné par le coût des guerres**

– Le conflit du Sahara occidental est des plus représentatifs : une partie du capital de légitimité du Maroc a été gaspillé ; le pays a quitté l'UA, jusqu'en 2017, l'UMA a été condamné à l'impasse au regard des conflits intestins sur l'aide aux sahraouis entre Alger et Rabat après une « guerre des sables ».

– Les conflits interethniques du Biafra (1967) traduisent les heurts et malheurs de la captation de la rente pétrolière entre les Ibos chrétiens du

Sud et les peuples musulman Nord et l'insécurité du delta du Niger n'y est pas étrangère derrière les coups de main du Mouvement pour l'émancipation du delta. 30 ans de coups d'État et de dictatures militaires... jusqu'à la démocratie retrouvée de 1999 que veut dire alors la 1<sup>re</sup> place en terme de PIB du Nigéria en Afrique en 2014 quand près des 2/3 de la population sont en dessous du seuil de pauvreté ? La première guerre mondiale africaine des grands lacs et du Congo et le génocide du Rwanda sont des factures très lourdes acquittées au nom du passé et de la gestion des légitimités des ethnies (Tutsis et Hutus). Les colons privilégient les Tutsis, décrits comme des « Européens noirs » et jugés d'intelligence supérieure, au détriment des Hutus qualifiés de « Nègres bantous », réduits à leur condition d'agriculteurs. Les Tutsis étaient prioritaires dans l'accès aux écoles missionnaires et dans le recrutement pour les emplois administratifs. Inutile de dire que les Hutus vivaient leur relégation comme une injustice. De là les enchaînements du génocide de 1994 qui met à genoux l'économie rwandaise (armée portée à 40 000 hommes, infrastructures plus opérationnelles, climat d'insécurité).

- Des conflits potentiels émergent : guerre de l'eau sur le Nil malgré l'accord de 1959, pas de possibilité de pleinement utiliser le pactole du Nil à la fois en termes d'irrigation et d'électricité hydraulique. Tensions depuis le barrage de la renaissance éthiopien inauguré en 2016.
- Des conflits interétatiques territoriaux sont rares mais il existe certains prédateurs de la Libye et le rêve de grande Libye au détriment du Tchad en passant par les guerres expansionnistes en Ogaden ou dans le triangle Éthiopie, Érythrée, Somalie.

## II/ Les guerres récentes des deux dernières décennies plombent le développement

### A. Des guerres dont le terreau est le mal développement structurel et qui l'aggravent

- Les conflits fonciers : l'accès à la terre dans un contexte de désertification est la base même des conflits entre tribus arabes nomades et populations sédentaires africaines. Le conflit du Darfour est en partie dû à l'exaspération des tensions entre cultivateurs et éleveurs pour l'accès à la terre et aux ressources naturelles.
- Les conflits interethniques. Guerres tribales qui mettent en échec des processus électoraux ; c'est le cas du Kenya dont le dynamisme (leader mondial du paiement mobile) est remis en cause par la vulnérabilité face au terrorisme et des affrontements entre les membres de l'ethnie kikuyu du président Uhuru Kenyatta et des partisans luo de l'opposant Raila Odinga, en août 2017.
- Les conflits à l'aval d'un délitement des États : ainsi peut-on parler du Sud Soudan, le 54<sup>e</sup> État africain d'État mort né avec la guerre civile qui oppose le chef rebelle Riek Machar et le président Salva Kir, nuits écarlates de terreur depuis 2013 entre Dinkas et Nuer, un État sinistré alors que le jeune État était doté de 75 % de la production pétrolière du Soudan et de la bienveillance des chinois. Les États sont souvent exsangues pour honorer leurs pouvoirs régaliens. Ces États simples garde-barrières ne sont pas aptes à payer les soldats ; la police, et souvent face à cette incurie s'organisent des insurrections (Centrafrique, Kivu).

– La guerre récente contre le terrorisme mobilise des troupes, création de fonds des solidarités fragiles (G5 africain face à Boko Haram et autre Aqmi ou Mujao), détournement des fonds (Muhari au Nigeria est contraint de changer de priorité pour contenir la menace terroriste). Après la Guerre civile algérienne (1991-2002), les 4 élections de Bouteflika sont un gage d'inertie plus que de développement.

– Les conflits sur les matières premières demeurent : la richesse du sous sol est un facteur de conflictualité élevée et la malédiction du pétrole n'est pas qu'une vision pessimiste de l'Afrique : Sao Tomé, comme le Sud Soudan confirment le mot de Jean Giraudoux dans *la folle de Chaillot*. « *Ce qu'on fait avec du pétrole ? De la misère, de la guerre, de la laideur. Un monde misérable.* »

– Les Guerres climatiques s'amplifient avec leur cortège de réfugiés et de migrants subsahariens qui à l'image des malinkés préfèrent travailler à l'extérieur de leur pays plutôt que mourir chez eux.

### **B. Des guerres aux modalités particulières qui hypothèquent le développement**

– La privatisation des guerres et le mercenariat se généralisent : difficile de croire que la convention de 1977 sur la suppression du mercenariat a suffi à éliminer ces « chiens de guerre » ces « affreux » qui étaient intervenus dès les années 1960 au Congo (devenu Zaïre, puis République démocratique du Congo) ; dans les années 1970 et 1980, aux Comores, aux Seychelles, au Bénin, en Guinée, en Rhodésie (devenue le Zimbabwe) et en Angola. Le Royaume-Uni, la France, l'Afrique du Sud et Israël ont été parmi les grands pourvoyeurs de ces « soldats perdus ». Durant ces années dominées par les luttes anticoloniales et la guerre froide, le roi Hassan II du Maroc, le président gabonais Omar Bongo, le régime blanc de M. Ian Smith en Rhodésie (Zimbabwe), ou des dirigeants français comme Jacques Foccart – secrétaire général aux affaires africaines de l'Élysée – et l'ancien premier ministre Michel Debré, député de l'île française de La Réunion, leur avaient apporté un soutien plus ou moins discret... Un des plus emblématiques de ces mercenaires fut M. Robert « Bob » Denard du Katanga (1961) aux Comores (1975) avec le soutien des services secrets français... La Libye de Kadhafi a poursuivi leur recrutement et ils jouent encore un rôle dans les milices de l'après dictature ou dans les raids dans l'arc sahéliens. Prêts à s'enrôler auprès du plus offrant ils contribuent à l'instabilité des territoires, ils sont un déni de démocratie, et ils placent le développement des pays africains sous la dictature du hasard. La bonne intention d'observer les élections en Afrique – pour attester de leur sincérité – a fait naître une espèce d'observateurs, lesquels sont prêts à apporter, contre espèces sonnantes et trébuchantes, leur onction à des scrutins calamiteux : ce sont les nouveaux mercenaires.

– Les Enfants soldats. À la Conférence de Paris en février 2007, 105 États membres de l'ONU s'engagent à « libérer de la guerre » les enfants associés aux forces et groupes armés. 10 ans plus tard, sur les 20 pays ou zones concernés figurent des pays africains : République centrafricaine, République Démocratique du Congo, Libye, Mali, Somalie, Soudan du Sud, Soudan. Selon le rapport 2016 de l'Unicef, des filles et des garçons de moins de 18 ans sont recrutés et exploités par des groupes armés dans 20 conflits répartis sur quatre régions du monde : Afrique, Asie, Moyen-Orient

et Amérique latine. L'image du garçonnet africain à la kalachnikov est loin d'être l'unique réalité : la prolifération d'armes légères qui s'adaptent aux petites mains, l'endoctrinement de jeunes enfants intellectuellement malléables, la discrétion des enfants espions, sont des incitations à les recruter... (Soudan jusqu'en 2016).

– Les guerres véhiculent une acculturation sournoise, la culture du kalachnikov, la culture du 4X4 et des pick up des janjawids, la culture des supermen en Somalie (cf. film *la chute du faucon noir*) sont autant de schémas culturels plaqués et régressifs.

– Le Commerce des armes se nourrit d'une mondialisation sans règle. Plus de 100 millions d'armes circuleraient en Afrique. L'Algérie, l'Égypte et le Maroc forment un trio de tête, qui a dépensé à lui seul plus de 11 milliards de dollars entre 2012 et 2016, ce qui place l'armée algérienne entre ses homologues chinoise et turque en termes de dépenses. Derrière, l'Afrique subsaharienne est un peu à la traîne mais le Nigeria et, dans une moindre mesure, le Cameroun, s'illustrent, notamment sous l'effet du conflit engagé contre Boko Haram. On ne peut que s'interroger sur le retour sur investissement de tels choix.

– Des richesses naturelles sont détournées pour acquérir des armes comme les diamants du sang au Libéria ou en Sierra Leone, les minerais stratégiques circulent dans des circuits parallèles comme le coltan (RDC et Rwanda), la déforestation finance la guerre et les contrats miniers signés par la RDC avec la Chine sur le cobalt avaient certes pour but de financer des infrastructures (barrages de l'Inga) mais dévoyés. Ils expliquent l'insurrection du mouvement M23 dès 2012. Au Tchad les royalties pétrolières destinées aux générations futures... sont très vite devenues des liquidités pour protéger Idriss Déby et contrer les maquis venus du Darfour.

Richesses humaines et matérielles font donc cruellement défaut à l'heure des stratégies de développement.

### **C. Les stigmates des guerres constituent autant de handicaps parfois irréversibles pour un développement futur**

– Les réfugiés : L'Afrique subsaharienne est à elle seule la terre d'asile de 4,41 millions de réfugiés (sur un total de 21,3 millions dans le monde) et occupe donc la première place. Leur gestion est souvent chaotique au point que l'horizon d'une vie au-delà des camps n'est plus vraiment envisagé chez les habitants de ces camps comme Dollo Ado (plus de 200 000 habitants) en Éthiopie ou M'bera en Mauritanie (plus de 40 000 habitants). Ces camps se caractérisent par leur longévité : au Kenya, le camp de Dadaab, aujourd'hui le plus grand complexe de camps de réfugiés dans le monde (avec près de 350 000 habitants en 2016), existe depuis plus de vingt-cinq ans. Ses habitants, sont pour la plupart des Somaliens, dont une partie n'a jamais connu d'autre toit que celui de leur tente estampée UNHCR.

– Les victimes des guerres : les femmes. Le viol des femmes et des filles est conçu comme arme de guerre pour terroriser les populations pour les inciter à se déplacer, et ce en toute impunité. Quelques cas de violences sexuelles ont même été enregistrées dans les forces d'interposition de l'ONU ou de l'UA, ce qui accroît incompréhensions et tensions. Enfants soldats les forces vives du développement.

– Les guerres conduisent à des destructions de capital (infrastructures) et de capital humain. Leur coût est élevé et les taux de pauvreté sont estimés

à 20 % supérieurs pour les pays touchés par la violence. Les comparaisons internationales montrent que les guerres (7 ans en moyenne) font chuter les revenus *per capita* de 15 % et amputent de 2 points le taux de croissance. 80 % des PMA ont connu un conflit au cours des 15 dernières années. Insécurité et pauvreté conduisent à des trappes à conflits accroissant les risques de récurrence : 90 % des conflits se déroulent dans des pays ayant déjà connu des conflits. 200 millions d'Africains répartis dans 17 pays sont touchés par des conflits ou l'instabilité politique (Pierre Jacquemot, *L'Afrique des possibles. Les défis de l'émergence*, 2016).

– Dépenses militaires surdimensionnées : Égypte de Sissi au prix d'une mise en sommeil des réformes (rafales et mistral) près de 2 % du PIB. Nigéria un des premiers importateurs d'Afrique subsaharienne.

– Les retards des infrastructures ne sont rien aux côtés des effets de déstructuration des sociétés africaines par la guerre. La manipulation des famines au service de causes politiques fait partie des coûts des guerres de plus en plus nombreuses en Afrique. Les guerres en Afrique font désormais parties de ce que les géopoliticiens appellent les nouveaux conflits : conflits de portée limitée ne remettant pas en cause les équilibres internationaux ; des conflits de basse intensité (*low intensity conflicts*) mais surtout des conflits interminables ; parfois médiatisés à l'instar du génocide au Rwanda en 1994 alors que cet épisode avait été précédé par la « Toussaint rwandaise » de 1959 où les Tutsis avaient été chassés par l'installation d'un pouvoir Hutu à Kigali. Un « système de conflits » s'érige donc en Afrique, antagonique au système économique matrice du développement.

### III/ L'Afrique est elle condamnée à la guerre et donc au sous-développement ?

Éviter la guerre est-ce nécessairement se développer pour le continent africain ?

#### A. L'extérieur, garant de la paix ? Un développement sous surveillance

– On ne compte plus les interventions bilatérales extérieures qui ont des relents d'ingérences postcoloniales... dans la logique post guerre froide.

Les interventions françaises sont... légion, depuis la répression au Cameroun de l'UPC (union des populations camerounaises, à la guerre d'Algérie achevée sur des traumatismes encore vivaces en 1964, la participation à la lutte contre les rebelles du Tibesti en 1968, et en 1972 avec la pénible affaire Claustre) ou la prise de relais des américains à Kolwezi pour sécuriser le Shaba au Zaïre, l'intervention pour contrer le Polisario en 1977, le soutien à des régimes typiques de la Françafrique comme en 1983 aux côtés de Eyadéma ou en 1990 au Gabon, sans oublier les interventions aux Comores (1989 et 1995) contre les tentatives putschistes de Bob Denard aujourd'hui jugé, et l'opération Licorne en Côte d'Ivoire et un contingent de maintien de la paix avec l'opération Artémis en république démocratique du Congo.

– L'ONU (« ce meilleur espoir et ce meilleur investissement » pour Madeleine Albright s'active aussi avec des effectifs (indiens notamment) considérables du Rwanda, au Soudan, en Côte d'Ivoire, comme hier au Congo (première intervention de casques bleus en 1965) – missions Monuc en RDC jusqu'en 2010 la plus importante devenue la Monusco) l'ONUCI en Côte d'Ivoire

depuis 2004, la Minurcat en RCA et au Tchad la Minuad au Darfour dissoute en juillet 2011, la MINUL depuis 2003 au Libéria, la Manurss au Soudan du sud depuis 2011. Parfois réduite au rôle de spectateur comme au Rwanda ou en Somalie elle n'échappe pas aux critiques même si les 16 programmes DDR sur 22 dans le monde (désarmement, démobilisation), réinsertion sous patronage onusien se multiplient. Pour l'ONU le message est clair : « il n'y a pas de paix sans développement et pas de développement sans démocratie ». De là la multiplication des commissions de sanctions (6) en Afrique Subsaharienne pour restaurer paix et sécurité.

– La piraterie devient un thème majeur de mobilisation avec le soutien de l'OTAN.

– Les ONG tentent tant bien que mal de se mobiliser sans être récupérées comme Médecins sans frontières née de la guerre du Biafra (1967-1970) certaines bavures (Arche de Zoé) facilitent leurs critiques : instrumentalisation, et rôle dans la victimisation des populations africaines les ONG sont de plus en plus victimes de la brutalité croissante des conflits (morts, kidnappings (3/100 000 /an en RDC)).

– Le CPI essaie de mettre en accusation tous les anciens dictateurs seigneurs de guerre de Taylor à Hissène Habré (pas encore abandonné par le Sénégal où il a trouvé refuge).

– L'Europe dans sa vocation de puissance normative essaie de prévenir les conflits avec des initiatives originales comme tout sauf les armes (2001) accord commercial par lequel elle s'engage à importer en franchise de douane tous les produits des PMA excepté les armes.

– Beaucoup de dirigeants ont travaillé dans des organisations internationales et font valoir leur expérience de travail en commun au service de la paix (Ellen Johnson, Sirleaf au Libéria prix nobel de la paix 2011, Amadou Toumani Traoré au Mali et Olusegun Obasanjo au Nigeria).

L'impuissance de la diplomatie spectacle, et des grandes puissances apparaît dans des règlements différés comme au Darfour où les grandes puissances sont chacune prise en tenailles dans leurs contradictions.

L'ingérence extérieure n'est pas la panacée : suivisme, immaturité, clientélisme, dérapages, télescopage culturel, incompréhensions et inadéquation des méthodes, sont autant de risques pour le développement si les pays africains se limitent à cela. C'est un peu comme la « politique du cargo » et de l'aide qui a des aspects mercantile philanthropiques aliénants.

## B. La paix par l'Afrique elle-même ?

### Un espoir de développement assez lointain

Des solutions africaines pour des crises africaines existent-elles ?

– Le panafricanisme renaît au travers de l'Union africaine (UA) qui tente de redorer depuis 2002 le blason de l'ex OUA sur un modèle calqué sur l'Union européenne (désormais l'ONU se prononce clairement pour un financement des interventions qui laisse le terrain à l'UA).

– Les organisations régionales semblent jouer un rôle plus important comme la CDEAO (communauté économique des États d'Afrique de l'ouest) impliquée dans les conflits du Libéria, de la Sierra Leone, de la Côte d'Ivoire. Le commerce peut être doux (Montesquieu) dès lors que 10 000 produits circulent en franchise au sein de l'Union économique et monétaire ouest africaine.

– Le Nepad peut être aussi un laboratoire d'expérimentation de la bonne gouvernance de son triptyque transparence, gouvernance, et maintenance

peut contribuer à pacifier des zones de conflits notamment avec l'autorité morale de ces leaders (Algérie de Boutéflika, Nigéria de Obasango, Sénégal de Wade, Afrique du sud de Thabo Mbeki).

– L'Afrique du Sud pilote beaucoup d'interventions de pacification comme le traité de Sun city et de Prétoria décisif pour permettre au Congo de vivre ses premières élections libres depuis 40 ans mais le rôle de grande puissance de l'Afrique du Sud est source de méfiances internes (Sénégal) et externes (Brésil).

Les crises maliennes et centrafricaines sont des tournants dans le débat sur la sécurité en Afrique car elles ont montré les limites de la gestion africaine des crises, ce sont les crash test de l'UA! La CEDEAO a été prise de vitesse par les islamistes de même que la CEEAC et la Micopax mission de consolidation de la paix en RCA présente depuis 2008 a été prise de cours. D'où l'appel à la France, la Force africaine en attente de l'UA était toujours en... attente. De là une gestion métisse des crises. Les transferts des missions de paix à l'ONU comme la Misca en septembre 2014 montrent l'échec de l'UA absente alors que Paris avait alerté dès l'été 2013 pour la RCA. Les grandes puissances africaines ont du mal à assurer leur présence continue, l'Afrique du Sud n'a pas donné suite en Centrafrique, le Nigeria s'est retiré de Misma prétextant le combat contre Boko Haram.

Mais la crise du Sud Soudan est un bon contre exemple car elle a été gérée essentiellement par l'Afrique avec la vive réaction de l'IGAD (autorité intergouvernementale pour le développement). L'Igad a déployé des troupes aux côtés des 12 000 casques bleus présents, l'ONU ne joue qu'un rôle secondaire. Succès de « peacemaking » ? Les récents foyers de reprise de la guerre civile paraissent le démentir.

### C. Une prise de conscience salutaire d'une paix vitale : l'ultime chance du développement

– Il n'y a pas de fatalité : le Rwanda renoue avec la croissance et même dans les TIC fait figure de pionnier, mais il faut se garder de toute exagération : avec la stabilité retrouvée depuis le génocide de 1994 le PIB par habitant du Rwanda a certes été multiplié par trois en vingt ans. Mais avec 700 dollars, il reste parmi les plus bas au monde.

– Il n'y a pas de certitude : le Kenya longtemps considéré comme un des symboles du tourisme spectacle revient dans une période d'instabilité à l'occasion des présidentielles de 2017.

– Il n'y a rien d'impossible : ainsi le président Idriss Déby en faisant la guerre contre Boko Haram et pour maintenir la paix au Sahel, vient d'obtenir en septembre 2017 les dividendes de sa lutte contre le terrorisme : un plan de développement sur 5 ans (2017-2021) avec objectif émergence en 2030, financement qui lui aurait été refusé si on avait pris en compte que ses capacités de réforme, il occupe encore le 3<sup>e</sup> rang des pays les plus pauvres du monde. Soumis à des attaques de l'extérieur, à la présence de 400 000 réfugiés, à des migrations climatiques le Tchad verrou du Sahel, et poste de commandement de l'opération barkhane tire paradoxalement une manne de la guerre.

– Il n'y a qu'une conviction profonde : le développement a besoin du terreau de la paix si l'Afrique veut pouvoir rebondir sur des résultats flatteurs : 10 des 20 économies les plus dynamiques de la planète sont africaines en 2016, en 2015 de parent pauvre des IDE l'Afrique est devenu eldorado. Même illusoire



dans certaines données chiffrées la « moyennisation » des classes sociales en Afrique est en cours. On pense bien sûr aux « petits prospères » du Niger commerçants fonctionnaires, taximan avec activité connexe à l'emploi principal (ventes de sacs bijoux, mécanique) qui se disent ni riches ni pauvres qui échappent à la survie au jour le jour. Certes on peut suspecter la *middle class* d'être une *muddle class* (classe confuse) ? On ne peut oublier que pour la Banque africaine de développement la classe moyenne commence à partir d'un pouvoir d'achat de deux dollars par personne et par jour (en parité des pouvoirs d'achat). Mais il y a dans l'émergence des classes moyennes et l'accès à la consommation peut-être un potentiel de baisse des conflits liés à la pauvreté et aux inégalités. Cécile Nallet, *Afrique contemporaine*, 2012. – Dans l'hypothétique Chindiafrique, l'Afrique par sa jeunesse rejoint le camp des émergents asiatiques au-delà de l'Afrique du Sud déjà présente dans le G3 IBSA (avec Inde et Brésil). La gouvernance est à bonne école avec la fondation Mo Ibrahim qui chaque année publie un indice évaluant les avancées ou les reculs en matière de bonne gouvernance en Afrique, et récompense depuis 2007 les dirigeants africains qui incarnent un « leadership d'excellence » l'ancien président mozambicain Joaquim Chissano, ou encore à l'ancien président sud-africain Nelson Mandela ont été honorés et taisons le fait que certaines années le prix n'a pu en être accordé.

Le chemin est encore long vers une paix salvatrice. L'Afrique reste mitée de maillons faibles : le « Jihadistan » au Sahel péniblement endigué par les opérations Serval-Barkhane, la Somalie dans la Corne de l'Afrique, les Kivus en Afrique centrale, le Zimbabwe en Afrique australe. Dans de nombreux États, dits les « démocraties » le désordre est un art de gouverner et de faire l'impasse sur l'essentiel comme en RDC et la province du Kasai. De ce fait nombreux sont les États africains qui enregistrent, selon l'expression de l'économiste ghanéen Georges Ayittey, une « croissance sans développement », qui bénéficie à une poignée de riches sans toucher une majorité de pauvres, voire de très pauvres. Cette croissance inégale condamne l'Afrique à rester « un continent riche peuplé de pauvres » : la moitié de la population y vit encore avec moins de 1,25 dollar par jour et Sylvie Brunel peut encore légitimement poser la question « l'Afrique est-elle si bien partie ? » (ed. sciences humaines : 2014). « On ne peut raisonnablement parler de développement sans sécurité », diagnostic de François Hollande au moment de bâtir un partenariat France-Afrique (déc 2013).